



Migrants vénézuéliens, une réalité manipulée pour réaliser une intervention étrangère

Par [Victoria Korn](#)

Mondialisation.ca, 19 septembre 2018

[Alainet.org /CLAE](#) 6 septembre 2018

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#), [Guerre USA OTAN](#)

Depuis des mois, mais surtout ces deux dernières semaines, le Venezuela a été victime d'une campagne de propagande visant à imposer le récit qu'une « *crise de réfugiés* » - produit de la migration - se développe toujours, et justifie une intervention « humanitaire ».

Post-vérités, photos truquées, émigrants montrés comme dans une publicité Benetton, fausses nouvelles, font partie de cet arsenal de manipulations dans cette guerre de cinquième génération qui alimente les gouvernements néolibéraux latino-américains mais aussi européens et le terrorisme médiatique cartellisé.

Et le spectre d'une crise de « réfugiés », des personnes fuyant l'oppression ou un État en faillite, est également entretenu dans les médias afin de créer les conditions d'une intervention humanitaire.



Crise vénézuélienne : « L'exode des Vénézuéliens est le plus important des 50 dernières années en Amérique latine.

La réalité montre que des milliers de Vénézuéliens bloqués dans d'autres pays (Pérou, Brésil, Colombie, Argentine, Uruguay, Équateur) veulent profiter du plan de retour au pays (des centaines l'ont déjà fait), lancé par le gouvernement de Caracas, qui a demandé l'aide

des pays de la région et le *Programme des Nations Unies pour le Développement* (PNUD) pour faciliter le retour des ressortissants.

Des organisations multilatérales telles que l'*Office de Secours et de Travaux des Nations Unies pour les Réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient* (UNRWA) et l'*Organisation Mondiale pour les Migrations* (OIM) ont également publié des rapports qui compromettent le récit de la « crise humanitaire. En juin, le HCR a signalé que seulement 5 661 Vénézuéliens (moins de 1% de la population du pays) avaient été reconnus comme « réfugiés » par les principaux pays d'accueil de la région.

En août 2018, l'OIM a noté qu'entre 2015 et 2018, 600 000 demandes de visas temporaires ou d'autres mécanismes de régularisation ont été présentées par des Vénézuéliens dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes. L'OIM et le HCR reconnaissent que la migration est motivée par des raisons économiques, ce qui n'a rien à voir avec le statut de « réfugié » qui est projeté dans le monde.

Le nombre total d'émigrants vénézuéliens (d'environ 1,5 million à 2,3 millions), initialement calculé, pourrait être inférieur, selon les rapports de ces organisations multilatérales. Il y a une manipulation évidente des chiffres pour justifier un scénario d'intervention internationale. L'OIM souligne que la gestion des migrations est axée sur la régularisation des Vénézuéliens qui cherchent à consolider leur statut permanent dans les pays d'accueil, mais pas sur la création de « camps de réfugiés ».

L'OIM a également exigé que la Colombie régularise la situation des Vénézuéliens qui ont récemment émigré, mais ne mette pas en œuvre la création de camps de réfugiés de masse pour s'occuper de ceux qui, comme l'affirment les médias et les porte-parole politiques, fuient une sorte de persécution gouvernementale ou une « crise humanitaire ».

Entre-temps, le gouvernement vénézuélien a convenu avec *Jorge Baca*, représentant de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), des ressources techniques nécessaires pour protéger les droits humains des migrants, dans le respect des institutions vénézuéliennes.

Le terrorisme dans les médias et le groupe de Lima

Par exemple, *The Economist*, représentant de l'oligarchie financière britannique, a assuré, sur la base de projections, que la « crise migratoire » vénézuélienne pourrait dépasser celle de la Syrie, pays qui souffre encore des excès d'une guerre mercenaire, terroriste, financée par les Etats-Unis et l'OTAN.

Une histoire qui a servi de base à la campagne utilisée par la droite mondiale et par le secteur radical de l'opposition vénézuélienne, scénarisée, sponsorisée et financée par Washington, Bogota et Madrid, atteignant un haut niveau de cartellisation qui a montré la « crise des réfugiés » comme la seule manière de représenter la migration vénézuélienne.

Trois jours plus tard, le sénateur américain ultra-conservateur *Marco Rubio* - malgré une forte baisse de sa crédibilité - affirmait que le Venezuela était une « menace pour la sécurité nationale américaine ». La même chose a été dite dans leurs tournées latino-américaines par de hauts responsables dans le domaine de la défense et de la sécurité tels que *James Mattis*, *John Bolton*, *Kurt Tidd* et répété par le secrétaire général de l'OEA, *Luis Almagro*, qui a convoqué une nouvelle session du *Conseil Permanent de l'Organisation Panaméricaine*, sous le même code.



Le gouvernement vénézuélien dénonce la campagne médiatique qui veut présenter une « crise humanitaire » pour justifier une intervention.

Une « réunion technique » tenue en début de semaine à Quito, avec des représentants des pays du *Groupe de Lima* (GL), est passée pratiquement inaperçue. Dans ces pays, des dizaines de millions de personnes souffrent de la faim, d'analphabétisme, sont contraintes d'émigrer, sont victimes de crises de santé publique, les jeunes – sans éducation ni travail décent – manquent d'espoir, fléaux scandaleusement aggravés par le modèle néolibéral. Mais cela ne concerne ni l'OEA ni les gouvernements du GL, souligne *Ángel Cabrera* à *La Jornada*.

Il ne faut pas oublier que le Venezuela est considéré comme « une menace extraordinaire et inhabituelle pour la sécurité nationale et la politique étrangère des États-Unis » par un décret du président *Barack Obama* et ratifié par *Donald Trump*.

Cette réunion a constitué une nouvelle étape dans le programme de guerre hybride contre le Venezuela, conçu par le Commandement Sud des États-Unis dans différents plans, tels que *Venezuela Freedom I*, *Venezuela Freedom II* et le prétendu *Master Coup*. Cet appareil militaire visait à faire progresser la militarisation américaine en Amérique latine et dans les Caraïbes dans le but de contrôler les populations, les ressources naturelles et une intervention armée, directe ou camouflée.

Le GL est devenu le bras politique du Commandement Sud et est complice de l'agression militaire contre le Venezuela. Ce n'est un secret pour personne que le président *Donald Trump* a tout intérêt à intervenir directement dans le pays des Caraïbes, une idée qui aurait été découragée par ses plus hauts chefs militaires, en raison du coût politique et de l'effort militaire extraordinaire qu'elle aurait nécessité.

Les radicaux de l'opposition vénézuélienne, estimant que leur chance réside dans l'intervention étrangère, ont rejoint la campagne : d'anciens maires en fuite comme *David Smolansky* et *Antonio Ledesma*, *Gaby Arellano*, *María Corina Machado*, et *Julio Borges*.

Plusieurs ONG financées par Washington, comme *Human Rights Watch*, se sont jointes à la chorale. Le 3 septembre, elle a déclaré « qu'une réponse régionale à une crise migratoire sans précédent est nécessaire de toute urgence » et a appelé les pays de la région à s'attaquer à la « crise des réfugiés vénézuéliens » dans le but de permettre la permanence et l'attention nécessaires qui justifient un déboursement plus important des organisations multilatérales chargées de la question de la migration.

« Ce fut une expérience douloureuse mais instructive. Nous avons vraiment appris ce qu'est le capitalisme, ce qu'est la manipulation des médias. Aujourd'hui, nous sommes retournés avec ma famille à Los Teques et la seule chose qui me vient à l'esprit est de raconter ce que nous avons vécu, le racisme, le mépris, la xénophobie, le manque de solidarité et le manque de possibilités que nous avons vécu pendant trois mois. Nous sommes heureux d'être de retour chez nous », a déclaré Yudelysi Moró, un agent de santé qui est rentré d'Argentine.

Victoria Korn

Journaliste, (CLAE, www.estrategia.la)

Article original en espagnol : [Migrantes venezolanos, una realidad muy manipulada para lograr una intervención extranjera](#), Alai, le 6 septembre 2018.

Traduit par Pascal, revu par Martha pour [Réseau International](#)

La source originale de cet article est [Alainet.org /CLAE](#)
Copyright © [Victoria Korn](#), [Alainet.org /CLAE](#), 2018

Articles Par : [Victoria Korn](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca